

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères, le 7 septembre 1994, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet de loi

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantiekamer, op 7 september 1994 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Buitenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van wet

"A. interprétant la loi du 16 juillet 1976 portant approbation, entre autres, du "Protocole portant règlement de l'indemnisation des biens zaïrianisés ayant appartenu à des personnes physiques belges et échanges de lettres y relatifs", actes internationaux signés à Kinshasa le 28 mars 1976, entre le Royaume de Belgique et la République du Zaïre, et

"A. ter interpretatie van de wet van 16 juli 1976 houdende goedkeuring van, onder meer, het "Protocol houdende regeling van de vergoeding van gezaïriseerde goederen die aan Belgische onderdanen hebben toebehoord en de daarop betrekking hebbende uitwisselingen van brieven", internationale akten die op 28 maart 1976 te Kinshasa ondertekend werden tussen het Koninkrijk België en de Republiek Zaïre, en

B. portant approbation de l'échange de lettres relatif à l'exécution du même Protocole, avenu le 18 juin 1976 entre le Royaume de Belgique et la République du Zaïre",

B. houdende goedkeuring van de uitwisseling van brieven betreffende de uitvoering van hetzelfde Protocol, gesloten op 18 juni 1976 tussen het Koninkrijk België en de Republiek Zaïre",

a donné le 12 septembre 1994 l'avis suivant :

heeft op 12 september 1994 het volgend advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 2, introduit par la loi du 15 octobre 1991 dans les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, l'urgence qui permet au ministre de demander que l'avis de la section de législation soit donné dans un délai ne dépassant pas trois jours doit être spécialement motivée. En l'occurrence, la demande d'avis est motivée dans les termes suivants :

"... les impératifs de certaines procédures judiciaires en cours visées par ledit projet de loi déterminent le Gouvernement à déposer sur le bureau des Chambres le présent projet avec l'avis du Conseil d'Etat dès la rentrée parlementaire".

*

Dans le bref délai qui lui est imparti, le Conseil d'Etat doit se limiter à formuler les observations suivantes.

*

OBSERVATION PREALABLE.

Du fait de ses incidences budgétaires, l'avant-projet de loi doit être soumis à l'avis de l'inspection des finances et à l'accord du ministre du budget.

Si l'avis favorable de l'inspection des finances a été obtenu, il n'apparaît pas, en l'état actuel des informations communiquées, que le ministre du budget ait marqué son accord sur l'avant-projet.

.../...

C'est sous réserve de l'accomplissement de cette formalité que le présent avis est donné.

EXAMEN DU PROJET.

Articles 1er et 2.

Sous le couvert d'une disposition présentée comme interprétant l'article 1er de la loi du 16 juillet 1976 portant approbation du Protocole, signé à Kinshasa le 28 mars 1976, entre le Royaume de Belgique et la République du Zaïre, portant règlement de l'indemnisation des biens zaïrianisés ayant appartenu à des personnes physiques belges et échanges de lettres y relatifs, l'article 1er du texte en projet procède, en réalité, à une interprétation de l'article 4, 3°, de ce Protocole et, en particulier, de la notion de "préfinancement" qui y figure.

Or, il résulte tant du principe général du droit suivant lequel seul l'auteur d'un acte a qualité pour en donner une interprétation authentique, que du texte de l'article 84 de la Constitution coordonnée, qu'il n'entre pas dans les attributions du pouvoir législatif national d'interpréter, par voie d'autorité, des actes autres que des lois; en conséquence, une convention internationale qui a reçu l'assentiment des Chambres, ne peut faire l'objet d'une loi interprétative (1).

(1) J. VELU, Droit public, t. Ier, Bruylant, 1986, n° 388.

La jurisprudence de la Cour de cassation va très clairement en ce sens; la Cour indique, en effet :

"Qu'... une convention internationale n'est pas susceptible d'interprétation unilatérale par voie d'autorité; que pareille convention étant, par nature, issue de la volonté des Hautes Parties contractantes, l'une de celles-ci ne saurait lier l'autre en interprétant unilatéralement la convention par voie législative;

Attendu que la loi d'approbation, qui ne contient pas de norme juridique, ne saurait avoir pour effet de permettre l'interprétation de la convention;" (1).

Il n'appartient, dès lors, pas au législateur belge d'interpréter unilatéralement par voie d'autorité, fût-ce par le détour d'une interprétation de la loi d'assentiment, le Protocole précité du 28 mars 1976, celui-ci étant issu de la volonté commune de l'Etat belge et de l'Etat zaïrois.

Il ressort, certes, de l'exposé des motifs que, selon les auteurs du projet, la disposition interprétative envisagée ne serait pas contraire aux principes qui viennent d'être rappelés. Cet exposé explique qu'

(1) Cass., 16 janvier 1968, Pas., 1968, I, p. 625, et 12 mars 1968, Pas., 1968, I, p. 874.

"en effet, contrairement à la "ratio decidendi" de cette jurisprudence, il n'est nullement question ici de modifier unilatéralement les obligations souscrites par le Zaïre dans le Protocole ou de modifier celles que la Belgique a elle-même souscrites envers le Zaïre"

et que

"la présente loi n'a pour objet que d'interpréter exactement l'étendue des obligations souscrites par l'Etat belge au titre de ce Protocole vis-à-vis de ses propres ressortissants".

L'exposé des motifs fait également état de l'opinion, défendue par certains auteurs, suivant laquelle,

"(s')il n'est certes pas douteux que le caractère bilatéral ou multilatéral d'un traité condamne son interprétation unilatérale, ou du moins en subordonne la validité internationale à l'approbation, expresse ou tacite, de chacun de ses signataires",

il ne peut être contesté

"que la souveraineté des Etats, qui leur a permis de négocier et de conclure le traité, leur permet égale-

.../...

ment de l'"interpréter" dans la mesure nécessaire à sa mise en oeuvre interne (1) (2)".

Le point de vue ainsi développé dans l'exposé des motifs n'est pas admissible. La thèse adoptée conduit, en effet, à admettre que le législateur belge pourrait, seul, donner une interprétation authentique d'un texte issu, non

-
- (1) J. VERHOEVEN, "Jurisprudence belge relative au droit international", R.B.D.I., 1970, pp. 666 et sv., n° 6. Ultérieurement, le même auteur, évoquant le pouvoir d'interprétation des traités par les tribunaux, a écrit :

"Ce pouvoir connaît, s'agissant des règles du droit belge, une limite dans les lois interprétatives qui s'imposent au juge comme toutes autres lois régulièrement adoptées par les Chambres et sanctionnées par le Roi. La force obligatoire de ces lois ne s'explique réellement que parce qu'elles expriment la volonté de l'autorité qui a souverainement pris la règle interprétée. Elle ne se conçoit pas à proprement parler à propos des règles du droit des gens, dont la loi ne saurait imposer une interprétation authentique qui ne peut être fournie que par l'ensemble des Etats intéressés. Cela étant, on voit mal les juges se refuser à suivre les interprétations qui auraient été proposées par le législateur. Hors l'hypothèse d'une contrariété manifeste avec la règle interprétée, dont ils doivent sanctionner la primauté, on hésitera à admettre qu'ils substituent leur propre interprétation à celle qui - par exemple dans la loi d'assentiment - aurait été officiellement fournie par le législateur. Il importe peu qu'une telle interprétation unilatérale soit dépourvue d'autorité en droit des gens; il suffit qu'elle émane d'une autorité plus qualifiée que le juge pour préciser la portée des engagements de l'Etat. La jurisprudence paraît toutefois témoigner sur ce point d'une résistance du judiciaire à se soumettre au législateur (Voy. Cass., 16 janvier 1968, Pas., 1968, I, p. 625 et 12 mars 1968, *ibid.*, p. 874; voy. notre chronique in R.B.D.I., 1970, p. 673)".

- (2) Voir aussi, du même auteur : "Sources et principes du droit des gens et ordre juridique belge : certitudes et vraisemblances", in *Evolution constitutionnelle en Belgique et relations internationales*, Hommage à Paul de Visscher, Pedone, 1984, pp. 23 et sv., n° 15.

.../...

pas de la seule volonté de l'Etat belge, mais de la volonté commune de cet Etat et de l'Etat zaïrois, et méconnaître les principes qui ont été exposés plus avant (1).

Il s'ensuit que les articles 1er et 2 doivent être omis.

Article 3.

L'usage commande d'écrire :

"L'échange de lettres relatif à l'exécution du Protocole portant règlement de l'indemnisation des biens zaïrianisés ayant appartenu à des personnes physiques belges du 18 juin 1976, sortira son plein et entier effet".

-
- (1) En toute hypothèse, il ne peut être affirmé que l'avant-projet n'aurait "d'autre objet que d'interpréter exactement l'étendue des obligations souscrites par l'Etat belge au titre (du Protocole précité) vis-à-vis de ses propres ressortissants". En effet, l'interprétation envisagée n'est pas sans incidence pour l'Etat zaïrois, puisqu'elle revient à subordonner l'obligation de préfinancement que le Protocole met à charge de l'Etat belge à la condition de l'exécution préalable, par l'Etat zaïrois, de ses propres engagements. En outre, il convient de souligner que le préfinancement incombant à l'Etat belge a été prévu non seulement pour aider les ressortissants belges ayant droit à une indemnisation en raison de la zaïrianisation de leurs biens, mais aussi pour aider le Zaïre à honorer l'engagement auquel il avait souscrit d'indemniser les propriétaires de biens zaïrianisés. (voir en ce sens, lors des travaux préparatoires de la loi du 16 juillet 1976, les déclarations du ministre des Affaires étrangères et de la Coopération au développement : Doc. ch., sess. 1975-1976, n° 880/3, p. 4, et Ann. Ch., séance du 8 juin 1976, p. 3907).

.../...

Article 4.

Il résulte de la disposition en projet que l'échange de lettres du 18 juin 1976 visé à l'article 3 est destiné à produire ses effets en droit interne le 12 janvier 1977, c'est-à-dire bien avant son approbation et sa publication au Moniteur belge.

La rétroactivité ainsi prévue porterait atteinte au principe de la sécurité juridique (1).

En outre, elle aurait pour effet d'empêcher les juridictions de se prononcer sur la question de l'opposabilité aux particuliers de l'échange de lettres du 18 juin 1976, avant son approbation et sa publication au Moniteur belge (2) et conduirait, dès lors, à priver une catégorie de citoyens d'une garantie juridictionnelle normalement accordée à tous (3).

-
- (1) Sur l'atteinte à la sécurité juridique qu'emporte la rétroactivité d'une règle, voir les arrêts de la Cour d'arbitrage n° 25/90 du 5 juillet 1990 et n° 36/90 du 22 novembre 1990. La Cour rappelle, dans ces arrêts, qu'en vertu du principe de la sécurité juridique, "le contenu du droit doit en principe être prévisible et accessible de sorte que le sujet de droit puisse prévoir, à un degré raisonnable, les conséquences d'un acte déterminé au moment où cet acte se réalise".
- (2) A cet égard, l'exposé des motifs relève qu'un grand nombre de litiges relatifs à l'application du Protocole du 28 mars 1976 sont pendants devant les tribunaux.
- (3) Sur la jurisprudence de la Cour d'arbitrage relative à la privation d'une garantie juridictionnelle, voir notamment les arrêts n°s 16/91 du 13 juin 1991, n° 36/92 du 7 mai 1992 et n° 33/93 du 22 avril 1993.

.../...

La circonstance que le contenu de l'échange de lettres du 18 juin 1976 reflète la commune intention des Etats belge et zaïrois, en ce qui concerne la détermination du taux de change applicable à la conversion en francs belges de l'indemnité calculée en zaïres, et les considérations budgétaires dont l'exposé des motifs fait état ne peuvent suffire à justifier qu'il soit porté une telle atteinte à des principes fondamentaux de notre ordre juridique, dès lors que l'absence d'approbation et de publication de l'échange de lettres est exclusivement imputable à l'Etat belge (1).

Il suit de ce qui précède que la rétroactivité prévue par l'article 4 ne peut être admise.

(1) On ne peut manquer, à cet égard, de relever la sévérité de l'appréciation, par la Cour des comptes, de la manière dont l'Etat belge a géré les difficultés qui se sont présentées à lui dans l'application du Protocole du 28 mars 1976 (voyez le rapport spécial adressé par la Cour des comptes aux chambres législatives le 1er juin 1994).

Volgens artikel 84, tweede lid, dat bij de wet van 15 oktober 1991 is ingevoegd in de gecoördineerde wetten op de Raad van State, moet de minister, wanneer hij vraagt dat het advies van de afdeling wetgeving binnen een termijn van ten hoogste drie dagen wordt gegeven, dat verzoek om spoedbehandeling met bijzondere redenen omkleden. In het onderhavige geval luidt de motivering aldus :

"... les impératifs de certaines procédures judiciaires en cours visées par ledit projet de loi déterminent le Gouvernement à déposer sur le bureau des Chambres le présent projet avec l'avis du Conseil d'Etat dès la rentrée parlementaire".

*

De Raad van State moet zich, binnen de korte termijn die hem is toegemeten, bepalen tot het maken van de volgende opmerkingen.

*

VOORAFGAANDE OPMERKING.

Het voorontwerp van wet moet wegens zijn budgettaire weerslag om advies worden voorgelegd aan de inspectie van financiën, en voor akkoordbevinding aan de Minister van Begroting.

De inspectie van financiën heeft een gunstig advies verstrekt, doch uit de inlichtingen waarover men thans beschikt, blijkt niet dat de Minister van Begroting zijn akkoordbevinding omtrent het voorontwerp zou hebben gegeven.

.../...

Het is onder voorbehoud dat aan dit vormvereiste wordt voldaan dat dit advies wordt verstrekt.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP.

Artikelen 1 en 2.

Artikel 1 van de ontworpen tekst wordt voorgesteld als een bepaling die een interpretatie geeft van artikel 1 van de wet van 16 juli 1976 houdende goedkeuring van het Protocol dat op 28 maart 1976 te Kinshasa is ondertekend tussen het Koninkrijk België en de Republiek Zaïre, houdende regeling van de vergoeding van gezaïriseerde goederen die aan Belgische onderdanen hebben toebehoord en de daarop betrekking hebbende uitwisselingen van brieven. In werkelijkheid geeft het ontworpen artikel 1 echter een interpretatie van artikel 4, 3^o, van dat Protocol, inzonderheid van het begrip "vooruitfinanciering" dat erin voorkomt.

Zowel uit het algemene rechtsbeginsel volgens hetwelk alleen degene die een handeling gesteld heeft er een authentieke uitlegging kan van geven, als uit de tekst van artikel 84 van de gecoördineerde Grondwet vloeit echter voort dat de nationale wetgever niet bevoegd is om gezagshalve handelingen, andere dan wetten, uit te leggen; bijgevolg kan een internationale overeenkomst die door de Kamers is goedgekeurd, niet het onderwerp zijn van een uitleggingswet (1).

(1) J. VELU, Droit public, deel I, Bruylant, 1986, nr. 388.

De rechtspraak van het Hof van Cassatie volgt zeer duidelijk die stelling; het Hof bepaalt :

"Dat immers een internationale overeenkomst niet voor een eenzijdige uitlegging van overheidswege vatbaar is; dat, aangezien een dergelijke overeenkomst uiteraard uit de gemeenschappelijke wil van de Hoge Contracterende Partijen ontstaan is, een van deze partijen de andere partij niet eenzijdig zou kunnen verbinden door de overeenkomst eenzijdig uit te leggen door middel van een wet;

Overwegende dat de goedkeuringswet, welke geen rechtsnorm bevat, niet tot gevolg zou kunnen hebben de uitlegging van de overeenkomst mogelijk te maken;" (1).

Het staat bijgevolg niet aan de Belgische wetgever om eenzijdig en gezagshalve, zelfs indirect door een goedkeuringswet uit te leggen, voornoemd Protocol van 28 maart 1976 te interpreteren, daar dit Protocol het resultaat is van de gemeenschappelijke wilsuiting van de Belgische Staat en van de Zaïrese Staat.

Uit de memorie van toelichting blijkt nochtans dat volgens de stellers van het ontwerp de voorgenomen uitleggingsbepaling niet in strijd zou zijn met de hierboven genoemde beginselen. In de memorie staat te lezen :

"Immers, in tegenstelling tot de "ratio decidendi" van deze rechtspraak, is er hier geen sprake van een eenzijdige wijziging van de verplichtingen die de Zaïrese Staat in het Protocol op zich had genomen, noch

(1) Cass., 16 januari 1968, Arr. Cass. 1968, I, blz. 670, en 12 maart 1968, Arr. Cass. 1968, I, blz. 926.

van een wijziging van die welke België ten aanzien van Zaïre was aangegaan".

De memorie vervolgt :

"Deze wet heeft enkel tot doel een juiste interpretatie te geven van de omvang van de verplichtingen die de Belgische Staat jegens zijn onderdanen op zich heeft genomen overeenkomstig dit Protocol".

De memorie van toelichting verwijst eveneens naar het standpunt dat door sommige rechtsgeleerden wordt verdedigd, luidende :

"Het valt zeker niet te betwijfelen dat het bilaterale of multilaterale karakter van een verdrag een unilaterale interpretatie veroorzaakt of minstens de internationale geldigheid hiervan onderwerpt aan de uitdrukkelijke of stilzwijgende goedkeuring van iedere ondertekenaar".

De memorie stelt echter ook dat niet kan worden betwist

"dat de soevereiniteit van de Staten, die toelaat een verdrag te onderhandelen en af te sluiten, eveneens

.../...

toelaat een verdrag te "interpreteren" in de mate dat dit nodig is voor de interne toepassing" (1) (2).

-
- (1) J. VERHOEVEN, "Jurisprudence belge relative au droit international", R.B.D.I., 1970, blz. 666 e.v., nr. 6. Achteraf heeft dezelfde auteur in verband met de bevoegdheid van de rechtbanken om verdragen uit te leggen geschreven :

"Ce pouvoir connaît, s'agissant des règles du droit belge, une limite dans les lois interprétatives qui s'imposent au juge comme toutes autres lois régulièrement adoptées par les Chambres et sanctionnées par le Roi. La force obligatoire de ces lois ne s'explique réellement que parce qu'elles expriment la volonté de l'autorité qui a souverainement pris la règle interprétée. Elle ne se conçoit pas à proprement parler à propos des règles du droit des gens, dont la loi ne saurait imposer une interprétation authentique qui ne peut être fournie que par l'ensemble des Etats intéressés. Cela étant, on voit mal les juges se refuser à suivre les interprétations qui auraient été proposées par le législateur. Hors l'hypothèse d'une contrariété manifeste avec la règle interprétée, dont ils doivent sanctionner la primauté, on hésitera à admettre qu'ils substituent leur propre interprétation à celle qui - par exemple dans la loi d'assentiment - aurait été officiellement fournie par le législateur. Il importe peu qu'une telle interprétation unilatérale soit dépourvue d'autorité en droit des gens; il suffit qu'elle émane d'une autorité plus qualifiée que le juge pour préciser la portée des engagements de l'Etat. La jurisprudence paraît toutefois témoigner sur ce point d'une résistance du judiciaire à se soumettre au législateur (Voy. Cass., 16 janvier 1968, Pas., 1968, I, p. 625 et 12 mars 1968, *ibid.*, p. 874; voy. notre chronique in R.B.D.I., 1970, p. 673)".

- (2) Zie ook, van dezelfde auteur : "Sources et principes du droit des gens et ordre juridique belge : certitudes et vraisemblances", in *Evolution constitutionnelle en Belgique et relations internationales*, Hommage à Paul de Visscher, Pedone, 1984, blz. 23 e.v., nr. 15.

.../...

Het standpunt dat aldus in de memorie van toelichting wordt uiteengezet, kan niet worden aanvaard. Die stelling brengt immers mede dat aanvaard wordt dat de Belgische wetgever eenzijdig een authentieke uitlegging kan geven aan een tekst die niet het resultaat is van de enkele wilsuiting van de Belgische Staat, doch die de uitdrukking is van de gemeenschappelijke wilsuiting van de Belgische en de Zaïrese Staat, en die stelling is in strijd met de hierboven besproken beginselen (1).

Daaruit volgt dat de artikelen 1 en 2 moeten vervallen.

-
- (1) In ieder geval kan niet worden beweerd dat het voorontwerp alleen tot doel heeft "een juiste interpretatie te geven van de omvang van de verplichtingen die de Belgische Staat jegens zijn onderdanen op zich heeft genomen overeenkomstig (voornoemd) Protocol". De voorgenomen uitlegging heeft immers gevolgen voor de Zaïrese Staat, omdat ze meebrengt dat de verplichting van vooruitfinanciering die volgens het Protocol ten laste komt van de Belgische Staat, afhankelijk wordt gesteld van de voorwaarde dat de Zaïrese Staat vooraf zijn eigen verbintenissen nakomt. Voorts moet worden beklemtoond dat de vooruitfinanciering waartoe de Belgische Staat verplicht is, niet alleen bedoeld was om de Belgische onderdanen te helpen die vanwege de zaïrisering van hun goederen recht hadden op schadevergoeding, doch ook om Zaïre te helpen de door deze Staat aangegane verbintenis na te komen om de eigenaars van gezaïriseerde goederen te vergoeden (zie ter zake, tijdens de parlementaire voorbereiding van de wet van 16 juli 1976, de verklaringen van de Minister van Buitenlandse Zaken en Ontwikkelingssamenwerking, Gedr. St. Kamer, zitting 1975-1976, nr. 880/3, blz. 4, en Parlementaire Handelingen Kamer, zitting van 8 juni 1976, blz. 3907).

.../...

Artikel 3.

Overeenkomstig het gebruik schrijve men :

"De uitwisseling van brieven inzake de tenuitvoerlegging van het Protocol houdende regeling van de vergoeding van gezaïriseerde goederen die aan Belgische onderdanen hebben toebehoord van 18 juni 1976, zal volkomen uitwerking hebben".

Artikel 4.

Uit de ontworpen bepaling vloeit voort dat de in artikel 3 genoemde uitwisseling van brieven van 18 juni 1976 geacht wordt in het interne recht in werking te treden met ingang van 12 januari 1977, dus lang vóór de goedkeuring en de bekendmaking ervan in het Belgisch Staatsblad.

Deze terugwerking zou afbreuk doen aan het beginsel van de rechtszekerheid (1).

Bovendien zou terugwerking tot gevolg hebben dat de gerechten zich niet kunnen uitspreken over de vraag of de uitwisseling van brieven van 18 juni 1976 aan particulieren

(1) Inzake de omstandigheid dat terugwerking van een regel afbreuk doet aan de rechtszekerheid, zie de arresten van het Arbitragehof nr. 25/90 van 5 juli 1990 en 36/90 van 22 november 1990. In die arresten herinnert het Hof eraan dat op grond van het beginsel van de rechtszekerheid "de inhoud van het recht voorzienbaar en toegankelijk (moet) zijn, zodat de rechtzoekende in redelijke mate de gevolgen van een bepaalde handeling kan voorzien op het tijdstip dat die handeling wordt verricht".

kan worden tegengeworpen vóór de goedkeuring en de bekendmaking ervan in het Belgisch Staatsblad (1) en zou ze derhalve meebrengen dat aan een categorie burgers een rechterlijke garantie wordt ontzegd die normaal aan allen wordt geboden (2).

De omstandigheid dat de inhoud van de uitwisseling van brieven van 18 juni 1976 de gemeenschappelijke wilsuiting van de Belgische en de Zaïrese Staat weerspiegelt op het stuk van de vaststelling van de wisselkoers toepasselijk op de omzetting van de in zaïres uitgerekende vergoeding in Belgische franken, alsook de budgettaire overwegingen waarvan de memorie van toelichting gewag maakt, volstaan niet om te rechtvaardigen dat derwijze afbreuk wordt gedaan aan de grondbeginselen van onze rechtsorde, daar de ontstentenis van goedkeuring en van bekendmaking van de uitwisseling van brieven uitsluitend aan de Belgische Staat te wijten is (3).

-
- (1) In dit verband staat in de memorie van toelichting te lezen dat bij de rechtbanken een groot aantal geschillen omtrent de toepassing van het Protocol van 28 maart 1976 aanhangig zijn.
- (2) Inzake de rechtspraak van het Arbitragehof omtrent het ontzeggen van een wezenlijke rechterlijke garantie, zie inzonderheid de arresten nr. 16/91 van 13 juni 1991, 36/92 van 7 mei 1992 en 33/93 van 22 april 1993.
- (3) In dit verband moet worden gewezen op de strenge beoordeling, door het Rekenhof, van de wijze waarop de Belgische Staat de problemen heeft aangepakt die hij ondervonden heeft bij de toepassing van het Protocol van 28 maart 1976 (zie het bijzonder verslag dat het Rekenhof op 1 juni 1994 aan de Wetgevende Kamers heeft overgelegd).

.../...

Uit het vorenstaande vloeit voort dat de in artikel 4 voorgeschreven terugwerking niet kan worden aanvaard.

VD.

- 19 -

L. 23.698/2/V.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : C.-L. CLOSSET,
de Heren :

président de chambre,
kamervoorzitter,

M. HANOTIAU,
Y. BOUCQUEY,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

P. GOTHOT,
J. van COMPERNOLLE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

Madame : J. GIELISSEN,
Mevrouw :

greffier,
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS, président de chambre.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS, kamer-voorzitter.

Le rapport a été présenté par M. B. JADOT, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme C. DEBROUX, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. B. JADOT, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door Mevr. C. DEBROUX, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

.../...

J. GIELISSEN.

C.-L. CLOSSET.